

Le Club Périclès et les « cent premiers jours »

Posté le : 31 janvier 2016 19:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Attitudes

Ces références aux Grecs du Vème siècle av. JC ont quelques choses de réconfortant. On en revient toujours à l'essentiel : les bonnes réformes sous le soleil brillant de la sagesse. Bien sûr, on ne peut les faire que dans la foulée d'un grand succès électoral. La fenêtre des cents jours où on peut agir est une de nos idées forces qui traversent le temps. A croire que la démocratie ne peut fonctionner que cent jours. Après ? On ne sait trop comment juguler les forces de rappel qui noient toute volonté d'agir.

Va donc pour ce club Périclès et regardons son programme de cent jours.

« Notre monde n'est plus celui de 1935 ». Toujours cette notion de mutation à la quelle il faut s'adapter.

« Il ne faut pas nous laisser imposer une parité monétaire qui serait préjudiciable au développement de son économie ».

« L'allègement des charges pesant sur les entreprises, une plus grande flexibilité de l'emploi, permettront à notre appareil productif de se reconstituer ». « Il faut diminuer les prélèvements sociaux dans un délai de 5 ans »

« Nous restaurerons la confiance ».

« Les travailleurs immigrés, sans être racistes ou xénophobes, posent un réel problème ». Plusieurs millions d'étrangers ont des cultures incompatibles « avec le fonds gaulois » et posent donc un problème d'intégration insoluble.

« Réduire le chômage, le nouveau gouvernement ne pourra se dérober à cette impérieuse exigence de l'opinion ». « Une chose est certaine aujourd'hui : il n'y a pas de réponse socialiste au chômage ». Dans les 100 jours il lui faut sinon obtenir des résultats du moins accomplir des gestes significatifs ». Le premier est de « libérer l'économie ». Le second est de libérer l'immobilier « particulièrement frappé par les décisions erronées du gouvernement socialiste ». Le troisième est l'apport de l'état au soutien de l'emploi. « Pendant trois ans il prend en charge pour toute création nette d'emplois une partie de la cotisation patronale ». En quatrième, il faut un choc de simplification. « L'industrie est freinée par l'étendue et la superposition des réglementations ». Il faut convier les partenaires sociaux à une conférence sur « l'assouplissement des blocages à l'emploi ».

« Le temps est venu de réformer la formation professionnelle ». « L'apprentissage est la clef de l'emploi pour des dizaines de milliers de jeunes ».

« La crise économique s'est accompagnée d'un fort accroissement des prélèvements obligatoires ». « Ces taux sont parmi les plus forts des économies occidentales ». Le coût des syndicats de commune, des districts, des communautés urbaines devra faire l'objet d'une surveillance particulière. « Pour être authentique le plafonnement des prélèvements obligatoires doit être assorti d'un plafonnement de la dette ». Il faut « mettre les collectivités locales devant leurs responsabilités ».

Les prélèvements opérés par l'imposition du revenu sont excessifs et quasiment abusifs. « Le

prélèvement de l'Etat ne doit en aucun cas dépasser le montant laissé au contribuable ». Il faut supprimer l'impôt sur le capital et sur les plus value mobilière. Pour les plus values immobilières, un impôt de 10% pour les plus-values de moins de 10% est amplement suffisant. « Notre système fiscal est trop complexe et doit être simplifié ».

« Les taxes locales doivent être perçues sur la valeur ajoutée », ce qui en fait une TVA sociale.

« Pas de déficits budgétaires : les baisses d'impôts seront gagées sur les baisses de dépenses publiques »

Il faut supprimer la garantie totale du petit risque. « Nous proposons de suppression de la garantie jusqu'à la frontière du tarif K.40 dans l'échelle des actes ».

Les prestations familiales ont été la grande victime de la gestion socialiste. « Depuis la Libération aucun gouvernement n'avait pratiqué une politique aussi nettement anti familiale ». Nous proposons de rétablir sans aucune modulation les prestations familiales et le quotient familial. Les prestations seront simplement fiscalisées à l'Impôt sur le revenu.

Toutes les allocations et aides sociales seront confiées au département et pas aux organismes paritaires de sécurité sociale.

Pour l'immigration, compte tenu des circonstances, est proposé :

« Un moratoire d'un an sur l'accueil d'immigrés nouveaux ».

« Tout étranger chômeur depuis plus de trois mois est renvoyé chez lui ».

« Tout délinquant étranger est renvoyé chez lui sa peine purgée ».

« Tout est géré par le préfet et non les juges ».

La décentralisation doit être revue. « Les déboires de l'assemblée régionale corse montrent les risques ». Dans les régions « le recrutement de personnel s'effectue trop souvent sans rigueur ni méthode par la voie du copinage politique ». « Il faut éviter l'enflure du fait régional ».

Ce programme est beau comme l'antique. Il semble qu'à droite comme à gauche, on pense qu'il faille aller en ce sens.

L'ennui, c'est qu'il date de 1985 et qu'il est extrait du livre d'Yve Guéna « Les cent premiers jours » (Albatros – sept 1985).

Comment expliquer que trente ans après presque jour pour jour, la vie politique se réduise à rabâcher les mêmes diagnostics et proposer les mêmes formules ?

On peut dire : c'est la faute des Français. A chaque alternance, ils imposent une coalition autour du Parti socialiste qui fiche par terre l'économie, l'immobilier, l'emploi, les allocations familiales, la sécurité et poussent aux sommets la pression fiscale et l'immigration. L'alternance d'après, il faut tout remettre en ordre pour faire face aux conséquences.

On peut dire : c'est la faute des politiques de droite : ils ne font pas vraiment le travail et sont incapables de liquider le socialisme en France. Chirac et le « ni-ni », succédant à Giscard le fiscaliste gouvernant au centre, puis Sarkozy-la-fausse-rupture, ont ancré l'idée qu'il n'y a rien à tirer d'une fausse droite qui toujours frémit avant de réformer, se contentant d'une minimum de demi mesures. D'où le concours à droite des mâles propos expliquant que cette fois-ci cela va être différent, avec un Bayrou qui dit exactement le contraire, un Bertrand et un Estrosi qui font exactement le contraire, un Raffarin qui « raffarine » dans la recherche de l'union sacrée sur des thèmes ciblés, une NKM qui joue à « plus bobo que moi tu meurs ».

On peut dire aussi : c'est la faute aux crises cycliques, qui s'aggravent à chaque fois. Nous n'avions pas encore réussi à nous remettre de la crise de 73, que la crise de 93 nous est tombée dessus. Et la crise de 2008-2009 a été la plus terrible de tous. L'endettement il est partout, pas seulement en France. La surfiscalité, elle, étreint presque tout le monde. Le chômage est haut partout. La droite déçoit parce que c'est elle qui, à chaque fois, a pris la crise sur le coin de la figure. La gauche ne revient pas parce que les Français le veulent mais parce qu'ils se vengent de la crise en sortant les sortants. Maintenant que le monde est pratiquement à l'arrêt avec une croissance minable, nous faisons encore pire qu'avant parce que nous avons touché un gouvernement socialiste au mauvais moment et un président démagogique, même s'il s'emploie à briser toutes les icônes idéologiques de gauche.

Lorsqu'on relit le texte de 1986, on note tout de même quelques différences avec la situation d'aujourd'hui.

On craignait alors le « travailleur immigré » et on pensait pouvoir domestiquer les immigrés musulmans de la seconde génération. Maintenant on s'inquiète de la seule présence de 6 millions de musulmans considérés assez généralement comme non assimilables, abusifs, violents et dont l'idéologie est potentiellement incompatible avec notre République et ses principes, du fait du fanatisme et de la violence intrinsèques à la religion musulmane. Et, en plus, ces drôles de Français, après avoir sifflé l'équipe de France de football black blanc beur au Stade de France, tuent des Français par dizaines aux terrasses des bistros parisiens et dans des stades, des trains ou des salles de concert.

On croyait encore à une France qui était indépendante, souveraine et capable d'agir. Mitterrand ne l'avait pas encore réduite à quia par le Traité de Maastricht et le marché unique. Le gouvernement des juges commençait mais n'avait pas encore atteint la forme qu'il a atteinte aujourd'hui. Les pays de l'Est n'étaient pas encore sortis du « socialisme réalisé » et on ne craignait pas l'arrivée massive de Roms quémandeurs et loustics de la Mittel Europa avec la reconstitution de taudis et des trafics moyenâgeux, ni les délocalisations massives et la concurrence de centaines de millions de travailleurs pauvres d'Asie.

Des lots d'immigrants comme on les voit maintenant auraient laissé les Français de l'époque totalement incrédules.

La situation est donc plutôt étrange.

Pour la droite, s'amuser à réciter les nouveaux « cent jours », comme il y a trente ans, est-il crédible et même simplement audible ?

Pour la gauche, croire qu'un peu sérieux économique permettra de se faire réélire sans coups férir, comme il y a trente ans, est-il imaginable ?

Les enjeux sont beaucoup plus lourds et les pouvoirs disponibles plus limités.

Nous ne saurions trop suggérer à chaque candidat de relire le livre d'Yves Guéna. Non pas pour prendre des idées. Elles sont toutes sur la table depuis des lustres. Mais pour comprendre à quel point la répétition d'une vision étriquée quasi identique à celle d'il y a trente ans est une impasse.

Une impasse inquiétante.